

VÉGÉTARIENS, VÉGÉTALIENS OU VEGANS : MÊME COMBAT ?

Une publication de l'Institut d'Éco-Pédagogie

THÉMATIQUES

- Alimentation
- Relation Homme-Nature
- Approche systémique

POUR CITER CETTE ANALYSE

Partoune, C., « Végétariens, végétaliens ou vegans : même combat ? », in "Analyses", Productions de l'Institut d'Éco-Pédagogie (IEP), Juin 2019.

À PROPOS DES ANALYSES

Les analyses de l'Institut d'Éco-Pédagogie (IEP) sont autant de prises de position qui reflètent la diversité des points de vue au sein de l'association. Elles ont pour objectif de susciter la réflexion et le débat et se veulent un soutien à l'action.



Institut d'Éco-Pédagogie
Rue Fusch, 3
B 4000 Liège Belgique

<http://institut-eco-pedagogie.be>
Tél : +32 (0)4 2509584
Email : info@institut-eco-pedagogie.be



VÉGÉTARIENS, VÉGÉTALIENS OU VEGANS : MÊME COMBAT ?

Le choix d'un régime alimentaire – carnivore, végétarien ou flexitarien – anime comme jamais auparavant les discussions sur les réseaux sociaux et les blogs. Le «végé» est devenu tendance au point que l'ouverture d'un restaurant végétarien gastronomique ne soit plus un pari à haut risque. On note aussi une pression grandissante pour inciter la population à réduire sa consommation de viande, exercée par des acteurs de la santé, de l'environnement (au nom du changement climatique) ou des associations de défense des animaux. Ce sujet est devenu à haute tension et concerne l'éducation relative à l'environnement dans la mesure où la problématique du bien-être animal renvoie aux fondements philosophiques qui irriguent la relation homme-animal.

Celle-ci se concrétise de multiples manières, que l'animal soit domestiqué ou pas : animal de compagnie, élevage, prestation de services particuliers, expériences scientifiques, chasse, zoos, compétitions, photographie animalière, sorties naturalistes, etc.

Le tout nouveau Code du Bien-être animal proposé en 2018 pour la Wallonie par le Ministre Di Antonio passe en revue une bonne partie de ces situations et indique les balises désormais d'application afin d'éviter la souffrance animale. C'est en effet le principal but recherché, légitimé dans l'article premier du Code par le fait que **l'animal est reconnu comme un être sensible**, c'est-à-dire un être doué de sensation, d'émotion et d'un certain niveau de conscience.

Les réactions n'ont pas manqué de fuser en tous sens, tantôt réjouies (les associations de protection animale comme Gaia, par exemple, même si elle estime qu'il aurait fallu aller plus loin encore), tantôt très irritées (des agriculteurs, des syndicats agricoles et le secteur de la viande en général, des vétérinaires, des chercheurs universitaires pratiquant l'expérimentation sur des animaux). Et la question est susceptible de diviser profondément les personnes, y compris au sein d'une même famille, car selon la posture philosophique adoptée, il peut s'avérer impossible de se mettre d'accord sur la façon de traiter les animaux.

Chaque protagoniste se réfère en effet à un système de valeurs profondément différent, qui l'amène à formuler trois revendications distinctes et incompatibles :

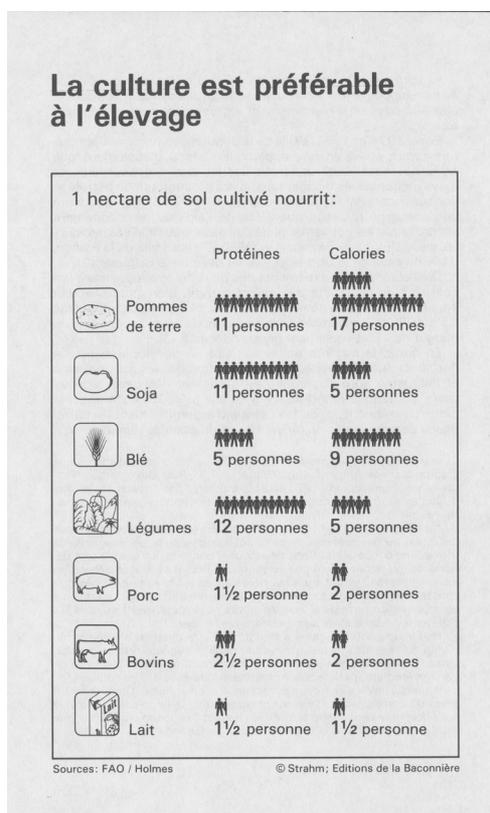
1. Maintenir les choses telles qu'elles sont (option conservatrice) ;
2. Améliorer le bien-être animal (faire évoluer le système) ;
3. Laisser les animaux tranquilles (utopie révolutionnaire).

L'analyse que nous proposons a pour but de clarifier les postures en présence quand il est question de régime alimentaire et de montrer en quoi ces positions sont parfois difficilement compatibles. Ce faisant, nous illustrerons ce que l'on veut dire, en approche systémique, quand on parle d'envisager un changement de système de type A (on améliore le système existant, qui correspond ici à la posture 2) ou de type B (on change de système : c'est la posture 3).

Les végés des années 70-80

- « Je suis végétarienne ».
- « Ah ? Tu n'aimes pas la viande ? »

- « Ben... non, rien à voir !?! C'est politique : la superficie utilisée pour nourrir les animaux d'élevage prive les populations les plus pauvres de terres indispensables à l'économie vivrière. Jette un coup d'œil sur ce tableau :



À en croire Rudolf Strahm, « une même surface permet de nourrir 5 à 10 fois plus de personnes si elle est consacrée à la culture (pommes de terre, soja, blé, associés au légumes) plutôt qu'à l'élevage destiné à la production de viande et de lait » (Strahm, 1985, p. 67) ».

- « Ah ? C'est choquant, en effet ».
- « Le problème du sous-développement est complexe, mais ce qui est certain, c'est que notre alimentation basée sur la viande est fondée sur l'exploitation des plus pauvres. Devenir « végété » ne suffit pas à faire bouger les choses, mais c'est un pas symbolique que l'on peut faire individuellement »
- « Et tu voudrais qu'on devienne tous végétariens, alors ? »
- « J'en rêverais, oui, cela renverserait vraiment les rapports de force.»
- « Tu me fais peur ! Mais... qu'est-ce que tu fais à souper, concrètement ? »
- « Ah ça, c'est pas évident, en effet, il faut être créatif. Il y a bien deux petits livres de recettes qui existent, mais franchement, les plats proposés ne sont pas savoureux. On dirait que les militants végés ont du même coup renoncé au plaisir de manger ».
- « Et ton entourage, il suit ? »
- ...

Ce dialogue que l'on peut situer dans les années 80 est emblématique d'une des sources de motivation pour un changement de mode d'alimentation dans les pays occidentaux industrialisés, où



le XX^e siècle a vu se généraliser l'introduction quotidienne de la viande dans les repas et son augmentation, dans toutes les classes sociales, au point que beaucoup (d'hommes, surtout) estiment ne pas avoir mangé si le repas ne contient pas de viande (Lepage, 2002).

Pourtant, l'alimentation traditionnelle des paysans et des ouvriers au milieu du XIX^e siècle était constituée majoritairement de céréales, de légumes, de fruits et de corps gras (Lepage, 2002). Comment en est-on arrivés là ?

« Le succès de la consommation de viande ne s'est pas réalisé au hasard. C'est ainsi qu'à partir des années 1840, toute une propagande a battu l'estrade en faveur de la consommation de viande et donné en exemple les Anglais carnivores, maîtres de l'Inde et de l'Irlande », nous apprend Yves Lepage (2002, p. 1465). Un régime plus carnassier était censé apporter davantage de vigueur aux hommes de peine et la consommation de viande est devenue un symbole de réussite sociale pour les masses ouvrières, encore perceptible aujourd'hui. C'est ensuite la promotion de la viande par le secteur agricole et commercial qui a massivement pris le relais durant le XX^e siècle et surtout après la Seconde Guerre mondiale, dans le seul but de défendre l'économie de marché. La Politique agricole commune a aussi permis une baisse importante des prix au sein de l'Union européenne. C'est ainsi qu'en France, par exemple, « la part des calories d'origine animale dans la ration alimentaire est passée d'environ 30% de la ration calorique en 1950, à 40% depuis 1980 » (INRA, 2003).

Mais alors que les bourgeois du XIX^e siècle « s'empiffraient littéralement », nous dit Lepage, ils sont devenus plus frugaux à la fin du XX^e siècle, sensibles aux recommandations relatives à leur santé dès les années 60 : en France, en moyenne 2,2 kg de moins par personne que les ménages qui ont un niveau d'éducation primaire. Sans pour autant réduire leur consommation de viande drastiquement : d'après Greenpeace, selon les sources, les Belges ont consommé entre 770 et 980 gr de viande par semaine en 2018 ; c'est un peu moins qu'en 2017, mais c'est encore entre 2 et 2,5 fois en dessous des normes de santé édictées par l'ONU.

Revenons-en aux années 70-80. Le **végétarisme** se diffuse lentement et certains le pratiquent volontiers de manière souple : c'est la chair animale qui est exclue de l'assiette, tandis que les produits laitiers locaux et les œufs restent au menu. Le poisson est admis à l'occasion (le problème de la surpêche n'était pas encore d'actualité), surtout pour raison de santé. Aujourd'hui, on appelle « **flexitariens** » les végétariens qui s'autorisent ce genre d'écarts de temps en temps.

À l'époque, les **considérations tiersmondialistes** sont amplifiées par les **préoccupations environnementales centrées sur l'eau et la terre**. Les premiers magasins bios voient le jour, volontiers frustrés et uniquement approvisionnés en produits locaux, offrant aux clients quelques alternatives protéinées (tofu, seitan). On y croise d'autres « végés » plus radicaux, inspirés quant à eux par les philosophies orientales : les « **végétaliens** ». Pour eux, il est exclu de consommer quoi que ce soit qui proviendrait d'un animal. Adeptes de la **non-violence à l'égard de toute vie sur terre**, leur argument est d'ordre éthique : ils refusent la mise à mort d'un animal pour se nourrir, ainsi que le fait de soustraire ce qu'il produit à cette fin. Le végétalisme reprend ainsi à son compte l'ancestrale tradition asiatique du végétarisme, tant dans les pratiques dévotes que laïques, qui est en pleine mutation aujourd'hui et s'épanouit jusque dans les restaurants chics (Gossaert, 2007).



Une utopie révolutionnaire, à différentes échelles

Pour les végétariens radicaux de la première heure, le changement de régime alimentaire a représenté un **changement de type B au niveau individuel**, parfois étendu au reste de la famille, même s'il s'est souvent opéré progressivement. En effet, la rupture avec le système conventionnel est évidente, rien qu'à voir ce qui garnit le garde-manger : plus question de s'approvisionner dans les supermarchés, plus question d'acheter quoi que ce soit qui provienne d'une multinationale, priorité au bio local et équitable ; chaque étiquette est passée au crible et la liste des paramètres qui font qu'un produit devient vertueux s'allonge de jour en jour, au fur et à mesure que progresse la conscientisation de ce qui se passe dans le secteur agro-alimentaire, ici ou ailleurs.

La confection des repas implique aussi une reconfiguration de l'esprit qui n'est pas évidente de prime abord, puisque traditionnellement, le repas principal est articulé autour du choix d'une viande ou d'un poisson. Dès lors, par quoi commencer : par les légumes ? Par une céréale ? Pas évident..., d'autant que le système digestif doit lui aussi s'habituer à ce nouveau régime. Comme il n'est pas évident non plus pour les enfants d'assumer qu'ils n'ont pas le même genre de collation et de repas que les autres et de se voir refuser les friandises dont leurs copains se délectent, et eux aussi !

Enfin, socialement parlant, la rupture est forte également, tant elle sème l'embarras parmi les proches (« que va-t-on lui faire à manger ? »), voire la réprobation par effet boomerang du sentiment d'être jugé (« qu'y a-t-il de mal à manger de la viande ? »), la crainte (« ses enfants n'auront pas ce qu'il faut pour grandir ! ») et le doute sur la santé mentale du/de la végé novice (« je me demande bien quel gourou a pu l'influencer ! ? »).

Ces changements de type B au niveau individuel s'inscrivent aussi dans le soutien aux revendications pour un **changement de type B du modèle agricole productiviste pratiqué par les multinationales dans les pays du Tiers-Monde, mais aussi aux États-Unis et en Europe**. Les mouvements tiersmondistes se sont politisés dans les années 70 et ont mené des campagnes non-violentes, méthode de révolte initiée par Gandhi, contre l'impérialisme des grandes puissances financières occidentales (Laureys, 2004). Une multitude d'ONG (organisations non gouvernementales) ont été créées et ont apporté leur soutien à des projets de développement local dans le Tiers-Monde. Des outils de sensibilisation ont également vu le jour, notamment le Jeu de la ficelle (asbl Quinoa), que l'on peut clairement apparenter à cette lutte pour une agriculture paysanne respectueuse à la fois des humains et de l'environnement.

Pour Thierry Laureys (2004), il y avait à l'époque une convergence de plusieurs courants de contestation inspirés des mêmes valeurs : tiersmondisme, féminisme, mouvements autogestionnaires, coopératives sociales, mouvement écologiste, mouvements régionalistes identitaires, mouvements pacifistes, lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud...

Du refuge hors du monde à la transition agroécologique radicale

Pour bon nombre de ces militants, le désir de changer le système s'est concrétisé par la décision de s'en soustraire le plus possible en fondant ou en rejoignant des **communautés autogestionnaires visant l'autarcie**. On peut dire que ces communautés expérimentaient effectivement un changement de système à leur échelle. Mais ce faisant, on pourrait objecter qu'elles ont participé au maintien des systèmes qu'elles dénonçaient, du fait d'offrir un exutoire privant le combat politique



de leurs velléités révolutionnaires.

Aujourd'hui, le combat politique pour un autre modèle agricole est incarné par le **mouvement de l'agriculture paysanne**. Ce mouvement épouse l'analyse économique d'inspiration marxiste qui dénonce la distanciation entre lieux de production et lieux de consommation des produits agricoles au profit de grandes entreprises agricoles et agroalimentaires et aux dépens des petits paysans (Laminne et alii, 2015). Il défend une vision d'une agriculture paysanne reconnectée aux consommateurs comme aux territoires.

Ce mouvement n'est cependant pas encore parvenu à transformer structurellement le système agroalimentaire dominant. Ainsi, en France, malgré le fait que « l'agriculture biologique a consisté en une forme de résistance majeure à l'intensification et qu'elle y a été reconnue et institutionnalisée dès 1980, avec un label en 1985 (AB) » (Laminne et alii, 2015, p. 106), le bio est de plus en plus mal en point du point de vue des valeurs défendues par les végés vétérans. La croissance de la demande bio engendre en effet aujourd'hui des filières industrielles d'une ampleur hors du commun, partout dans le monde. C'est du bio, certes, mais le changement est uniquement techniciste et s'il profite à la terre, son empreinte carbone est catastrophique et il n'y a plus de paysan pour s'en réjouir : le bio ou l'agroécologie comme outil de transformation sociale n'est pas forcément inclus dans le système (Baqué, 2012). On est donc en présence d'un changement de type A : on améliore le système sans en bouleverser les rapports de force et les fondements profondément inéquitables.

Quant au « **mouvement en transition** », est-il véritablement porteur d'un changement radical de type B ou contribue-t-il à maintenir le système dominant en proposant une alternative au pouvoir sédatif ?

Si nous examinons les réformes agraires qui ont eu lieu en Amérique latine dans les années 80, on note qu'**au Brésil**, sous l'égide de l'ex-président Lula, la transition agroécologique a été soutenue comme alternative pour les paysans pauvres ou sans terre. Des chercheurs en sociologie affirment cependant que « ce qui pourrait apparaître comme une transition assez vertueuse vers l'agroécologie ne remet en rien en cause la dualité du système agricole brésilien et les *rapports de pouvoir* qui l'accompagnent. En effet, la politique agroécologique ne concerne que l'agriculture familiale, qui représente la majorité des agriculteurs mais seulement une faible part des surfaces et des volumes, tandis que la majeure partie de la production relève de grandes exploitations, bien mieux dotées en ressources financières et institutionnelles » (Laminne et alii, op. cit., p. 105).

Nous sommes donc ici en présence de deux **systèmes juxtaposés**, avec des rapports de force inchangés.

Terminons avec un exemple très éclairant sur les conditions de transformation radicale d'un système. Dans la Drôme, un tiers du département est en transition vers le bio, avec pour objectif d'atteindre 50% de terres en bio en 2020-2040. C'est un projet largement concerté, dénommé « Biovallée » (<https://biovallee.net>). Ce qui explique cet engouement, c'est d'abord qu'historiquement, ce sont les post-soixante-huitards qui avaient élu domicile en Drôme avec une autre idée de l'agriculture. Cependant, leur succès repose sur une **approche systémique de la transition écologique**, car en effet, nous disent Laminne et alii, « les transformations dans le temps des systèmes agroalimentaires s'accompagnent d'une redéfinition (plus ou moins forte) des interactions et interdépendances entre les maillons de ces systèmes. Dans la Drôme, c'est parce que



certains acteurs ont œuvré à articuler différents maillons (production, transformation, consommation, politiques publiques notamment) au sein du projet global Biovallée, que la transition vers l'agriculture biologique a pu prendre une telle ampleur » (Laminne et alii, p. 116).

Il faut cependant se garder d'une vision angélique du rapport de forces entre acteurs du système : les controverses sont fortes et profondément politiques, induisant des résistances au changement très ancrées. Les chercheurs précités ont constaté que ce sont les situations d'interactions et d'expériences partagées entre acteurs qui ont, dans le projet Biovallée, non seulement permis l'expression de la critique sociale chère aux écologistes, mais aussi la recherche de solutions innovantes débouchant sur des changements de pratiques.

Le changement de système défendu ici s'établit donc **à l'échelle d'un territoire local**, et non plus à l'échelle mondiale. Il faudra apprécier si l'expérience de la Drôme sera de nature à provoquer des mutations dans d'autres départements français, et au-delà à l'échelle de la France.

En particulier, l'inéquité du rapport entre cultures vivrières et cultures d'exportation dans les pays du Sud ne semble plus au cœur des préoccupations, le **locavorisme radical** étant la nouvelle utopie à l'agenda. Pourtant, la question du foncier pour des milliards de paysans est toujours d'actualité : les multinationales et les riches familles locales continuent à faire main basse sur les meilleures terres, y compris pour y faire du bio à l'échelle industrielle (Niyonkuru, 2018).

L'éthique animale, grande absente du débat

Comme nous venons de le voir, les revendications politiques des « végés » des années 70-80 étaient essentiellement mues par l'injustice sociale et les atteintes à l'environnement. L'éthique de la cause animale portée par les végétaliens ne s'est pas structurée en mouvement politique, encore moins en action politique.

Cette éthique de la cause animale est cependant en train de prendre racine en Occident sous une forme plus radicale du végétalisme, incarnée par les « **vegans** », qui refusent de consommer des produits issus des animaux, non seulement dans leur alimentation, mais aussi pour leur mode de vie en général (ni cuir, ni laine, ni soie ; ni équitation, ni visite de zoo, etc...).

On voit aussi fleurir des associations et des institutions qui revendiquent une diminution de la consommation de viande, mettant en avant des arguments liés au bien-être animal, à la santé ou au changement climatique (voir le rapport 2018 de Greenpeace), ce dernier éclipsant d'ailleurs progressivement tout autre problématique environnementale. Très interpellant !

Un autre mouvement plus radical encore est aussi en train d'émerger, avec qui le véganisme est souvent confondu : l'**antispécisme** (voir notre analyse à ce sujet), qui en appelle à une reconnaissance pleine et entière du droit des animaux à vivre leur vie sans entrave.

Christine Partoune



Pour aller plus loin :

BAQUÉ, P. (dir.), 2012. La bio, entre business et projet de société, éd. Agone, 428 p.

GOSSAERT, V., 2007. Les sens multiples du végétarisme en Chine, dans « À croire et à manger. Religions et alimentation », Aïda KANAFANI -ZAHAR, Séverine MATHIEU et Sophie NIZARD, éd., Paris, L'Harmattan, p. 65-93.

GREENPEACE, 2018. Production et consommation de viande en Belgique.

INRA, Cinquante ans de consommation de viande et produits laitiers en France, communiqué de presse, 5/12/2003.

LAMINNE, C., BUI, S., OLLIVIER, G., 2015. Pour une approche systémique et pragmatique de la transition écologique des systèmes agri-alimentaires, *Cahiers de recherche sociologique*, Athéna éditions, N° 58, pp. 95–117. <https://doi.org/10.7202/1036208ar>

LAUREYS, T., 2004. Changer le modèle agricole en Wallonie. Un pas incontournable vers le développement durable et une mondialisation solidaire, éditions de la Chambre de commerce et d'industrie, 147 p.

LEPAGE, Y., 2002. Évolution de la consommation d'aliments carnés aux XIXe et XXe siècle en Europe occidentale, *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, 80-4, pp. 1459-1468.

NIYONKURU, D., 2018. Pour la dignité paysanne. Expériences et témoignages d'Afrique, réflexions, pistes méthodologiques, GRIP, 515 p.

STRAHM, R., H., 1986. Pourquoi sont-ils si pauvres ? Faits et chiffres en 84 tableaux sur les mécanismes du développement, Éd. de La Braconnière, 220 p.